



Communiqué de presse

Rabat, le 14 décembre 2011

Forum pour le Développement en Afrique du Nord

Déclaration de Tunis :

La participation des jeunes doit devenir un indicateur de développement patent

Trois jours d'intenses activités, d'échanges et de débats francs et animés ont marqué la troisième édition du Forum pour le Développement en Afrique du Nord (FDA), consacrée cette année au thème « Les jeunes, acteurs du développement », et ce dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse (Tunis du 8 au 10 décembre 2011).

Jamais enceinte publique n'aura connu autant de fébrilité et d'excitation que le lieu où se sont tenues les assises de ce Forum et dont les salles et les couloirs se souviendront longtemps des voix de ces jeunes et de ces moins jeunes, et de leurs discussions tantôt passionnées, tantôt sereines et complices. De l'avis de tous, le Forum a atteint son objectif : celui de rapprocher les points de vue et forger le consensus sur les meilleurs moyens et mécanismes susceptibles de promouvoir la participation agissante des jeunes au processus de développement en Afrique du Nord, tout en mettant l'accent sur les jeunes les plus vulnérables.

À l'issue des travaux, une Déclaration finale a été adoptée qui résume l'esprit du Forum et ses recommandations majeures. Cette Déclaration constitue une feuille de route à l'intention des jeunes et de leurs associations d'abord, mais aussi à l'intention des gouvernements, des acteurs politiques et économiques, de la société civile, des médias et des partenaires au développement, pour renouveler leur engagement, promouvoir les droits des jeunes et tout mettre en œuvre en vue d'élargir l'espace participatif qui leur revient de droit dans tout processus de développement.

Dans son discours de clôture, Mme Karima Bounemra, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord, a souligné qu'en « associant les jeunes à la prise de décision, les gouvernements gagneront le pari de la démocratie participative et poseront les jalons d'une société juste et équitable, dans laquelle les jeunes, sans différenciation de sexe ni d'âge, pourront mettre à contribution leur potentiel créatif et leur dynamisme ».

La Déclaration de Tunis, fruit des efforts conjugués des jeunes eux-mêmes, appelle à renforcer le leadership des jeunes sans distinction de sexe, et favoriser leur participation effective dans la vie politique, économique et sociale. Elle recommande notamment de doubler d'effort en vue de progresser vers la parité entre les sexes en encourageant la participation des jeunes femmes maghrébines à tous les niveaux du processus de prise de décision. La Déclaration note avec emphase que la participation des jeunes doit être reconnue comme un objectif de développement et assurer que des budgets soient alloués à cet effet.

Un autre volet que la Déclaration de Tunis a souligné est la nécessité de renforcer les capacités des divers intervenants pour rendre optimale et plus efficace leur action en faveur de la promotion du rôle et des droits des adolescents et des jeunes. La Déclaration a par ailleurs appelé à multiplier les opportunités de dialogue et de rencontre entre les jeunes et les politiques de la région.

1/2



Union du Maghreb
Arabe



L'emploi des jeunes a été l'un des aspects majeurs sur lequel la Déclaration de Tunis a insisté, en ajoutant que des efforts supplémentaires étaient attendus de la part des gouvernements et du secteur privé en vue d'adapter les programmes d'éducation aux besoins du marché du travail, et de créer plus d'opportunités aux jeunes, tout en favorisant les emplois verts et durables.

Par ailleurs, la santé sexuelle et reproductive des jeunes, leur participation au développement durable et à l'intégration régionale, ainsi que le réseautage des associations de jeunes et le rôle des médias en tant que vecteur de sensibilisation et de changement, ont constitué autant de domaines sur lesquels la Déclaration de Tunis s'est prononcée. Il en est de même du rôle que peut jouer la société civile qui devrait aussi impulser un sens nouveau au travail associatif des jeunes.

Le Forum a été organisé par le Bureau pour l'Afrique du nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en étroite collaboration avec l'UNICEF, l'ISESCO, le FNUAP, le PNUD, l'UNESCO, l'ONUDI et l'UMA. Il a rassemblé près de 150 jeunes et autres participants venus d'horizons divers des sept pays de la région (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan, Tunisie) et de différentes institutions nationales, régionales et internationales, et ce, pour débattre ensemble de ce que devrait être désormais la participation des jeunes au développement, en tant qu'acteurs à part entière.

Le Forum a été une occasion pour le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord et ses partenaires de donner la parole aux jeunes, une parole rendue plus pressante dans le contexte des derniers développements qu'a connus la région et de la dynamique qui s'en est suivie. La Déclaration de Tunis leur a donné de la voix et leur a permis de réfléchir ensemble sur leurs besoins et leurs attentes, mais aussi sur les responsabilités qu'eux-mêmes doivent assumer, dans le contexte d'une révision concertée et responsable des politiques jeunes par tous les acteurs du développement à tous les niveaux. Cette révision s'impose aujourd'hui en vue de préparer matériellement ces jeunes à asseoir et assumer le processus de transformation qui attend la région.